

Droites radicales russes : histoire et actualité

mardi 21 février 2017, par Jean Marie Chauvier

La Russie bascule-t-elle « à droite » comme le reste de l'Europe ; est-elle même une inspiratrice de ce basculement ? La question vaut-elle d'être posée ? L'URSS était-elle « à gauche » et dès lors le basculement « à droite » a-t-il eu lieu dès 1989-91 ? Il y a manifestement plusieurs façons d'être « à droite ». Mais le recours à la terminologie occidentale « droite-gauche » est source de malentendus. Les mots n'ont pas le même sens ni la même histoire. À l'époque soviétique, le régime se réclamait de valeurs « de gauche », mais une partie des dissidents également. Les partisans de Boris Eltsine se disaient « de gauche » en 1989 avant de se regrouper quelques années plus tard dans l' « Union des forces de droite », ce qui semblait plus conforme à leur démarche. Le débat russe s'est davantage polarisé autour des notions de « démocratie-libéralisme » versus « patriotisme-nationalisme », « libération des mœurs » versus « défense des traditions », « occidentalisme » versus « russité » ou « eurasianité », « globalistes » versus « antiglobalistes ». C'est par mimétisme que les notions « droite-gauche » se sont progressivement imposées, sans que les forces politiques ou les populations s'y reconnaissent pleinement. Nous y avons donc recours « sous toutes réserves ».

Entrée par la « marche russe »...

Chaque 4 novembre depuis une décennie, les nationalistes et les néofascistes de Russie se déploient en « Marches russes » aux slogans explicites : « *La Russie aux Russes !* » et « *À bas l'occupation !* » (des immigrés, de l'Occident et de sa « cinquième colonne » [1]). L'une de leurs revendications est la création d'un « État russe » (*rousskoïe*, au sens ethnique), ce que n'est pas l'actuelle Fédération de Russie (*rossiiskaïa*, au sens de pays multinational). J'étais présent lors de l'édition de 2006 à Moscou : des masses de jeunes hommes en noir étaient refoulées et bloquées par la police autour et dans les stations de métro, et finalement canalisées vers un meeting « religieux » hors du centre-ville. [2] Interdite en 2006, la « Marche » fut autorisée par la suite, puis concurrencée par de grands rassemblements pro-Kremlin, et refoulée dans des quartiers périphériques de la ville « historique ». [3]

Il est entendu que les nationalistes profitent le 4 novembre du « *Jour de l'Unité nationale* », célébré sous les tsars, aboli par la révolution et restauré par Vladimir Poutine en 2005, afin de combler le vide laissé par la suppression des célébrations officielles de la révolution d'Octobre (7 novembre). [4] Il y a quelques années, les groupes d'ultras déferlaient au centre de Moscou et défrayaient la chronique, abondante, des agressions racistes et politiques. [5] Depuis lors, la répression s'est durcie envers leurs auteurs. [6] La littérature nazie (dont « *Mein Kampf* ») est interdite. Cela, sur fond de restrictions de droits et libertés, d'autoritarisme renforcé, comme l'atteste le dernier [rapport d'Amnesty International](#).

Or, loin d'être « poutinistes », les Marches russes qui ont lieu en marge des réunions officielles ont pris ces dernières années un tour oppositionnel. Selon des sources d'extrême droite, la plupart des Marches de 2016 étaient même « [anti-Poutine](#) ». Ces

Marches n'ont en tout cas pas fait recette. Selon Radio Svoboda [7], elles n'auraient rassemblé que huit à dix mille participants dans un quartier périphérique de Moscou (12 à 15 millions d'habitants) et quelques milliers dans le reste de la Fédération (143 millions). Qui plus est, dans une grande cacophonie : ici, « Sang et Sol » néonazi, ailleurs hommage aux « victimes du fascisme », meetings orthodoxes ou « païens », appel à « l'Ordre russe », slogans xénophobes, antisémites, islamophobes, mais aussi refus de la guerre avec l'Ukraine. D'après Radio Svoboda, « *ces jeunes sont perdus, ils se cherchent une auto-identification* ». Ils ont d'ailleurs perdu (?) leur leader « rassembleur », Alexei Navalny, qui assurait en 2012 les liens entre « marcheurs » ultras, opposants libéraux et gauchistes, ainsi que l'ambassade des États-Unis, très attentive au mouvement contestataire. [8]

Pour certains analystes, le reflux des radicaux s'expliquerait par le fait que le président Poutine, depuis la « récupération de la Crimée », l'offensive en Syrie et les récents succès de la diplomatie russe, aurait fait le plein des ardeurs patriotiques et des sentiments d'hostilité et de « revanche » envers l'Occident.

La Russie « fasciste » ?

« Le fascisme » est-il donc d'actualité en Russie ? Certains en Occident n'en doutent plus, et le *reductio ad hitlerum* de Vladimir Poutine est au goût du jour, le président russe étant volontiers traité de « fasciste » ou de « [post-fasciste](#) », et son pays d'état « [fasciste mutant](#) ». Une grande figure de l'intelligentsia médiatique, Bernard-Henri Lévy nous en a prévenus sans ambages : « [le poutinisme est un fascisme](#) ». D'autant que la Russie est accusée, notamment par le [Parlement européen](#), de soutenir l'extrême droite en Europe, Poutine s'avérant être, selon le *Nouvel Obs*, « [le grand frère des fachos](#) ».

Ce grossier « brunissement » de la Russie suscite une énorme indignation dans ce pays où l'on ressent comme particulièrement humiliantes la minimisation du rôle et du prix payé par les Soviétiques dans l'écrasement du nazisme, les non-invitations aux commémorations de la libération d'Auschwitz (par l'Armée rouge), alors même que l'opération de « changement de régime » en Ukraine s'est faite avec le concours de commandos néofascistes « assumés » par l'Occident. [9] La propagande russe a « renvoyé la balle » en « brunissant » l'offensive « de Maidan » [10] en Ukraine (2014-15).

L'image d'une Russie agressive, impérialiste, expansionniste (Crimée, Donbass, Syrie) s'impose également dans les médias russes d'opposition. Sur le banc des accusés : non seulement le Kremlin, mais les communistes, les divers « patriotes » et nationalistes, y compris la frange de gauche radicale des « antiglobalistes ». Signe de cette tension extrême : évoquant la mort des choristes de l'Armée rouge dans la catastrophe du Tu-154 le 25 décembre 2016, Konstantin Borovoi, l'un des pionniers du capitalisme russe, déclarait : « *ces gens peuvent être considérés comme des assassins ou des complices de crimes de guerre* ». [11]

Dès la fin de l'URSS, les démocrates libéraux au pouvoir, avec leur président Boris Eltsine, ont traité leurs opposants de « fascistes » ou de « rouges-bruns ». Plus tard, ces mêmes libéraux, passés à l'opposition, ont parfois qualifié le régime du président Vladimir Poutine de « fasciste », voire de comparable à celui de l'Allemagne nazie.

D'autre part, un phénomène spécifiquement russe s'est défini comme « national-bolchevique », dans un essai de syncrétisme entre les idéaux révolutionnaires de 1917 et ceux des « révolutions nationales » en Italie et en Allemagne. S'il n'y a pas de filiation directe avec le collaborationnisme nazi, comme chez les « ultras » ukrainiens, l'idéologie fasciste a ses précédents endogènes en Russie. Dans sa frange contre-révolutionnaire dès 1917, puis dans l'émigration « blanche », mais aussi pendant la deuxième guerre mondiale, la Russie a connu des mouvements proto-fascistes, fascistes, ainsi que des armées collaboratrices.

Leur histoire est à la fois convergente et différente de celle de leurs équivalents de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Si les héritiers de l'OUN renouent avec la « gloire » de ses fondateurs, les droites radicales russes sont partagées entre un ethnonationalisme analogue à l'ukrainien et une nouvelle doctrine « eurasiennne », supranationale et néoimpériale. L'approche dominante, dans les médias occidentaux, consiste à voir dans cette vague patriotique, comme on l'appelle en Russie, une sorte de « revanche » sur la défaite de 1989-1991, la désagrégation de l'URSS, doublée d'une volonté expansionniste n'hésitant pas à s'appuyer sur les « populismes » et autres « extrêmes droites » en train de déstabiliser l'Europe. Tel serait « le fascisme russe » en train de « brunir » la Russie, voire de menacer l'Europe d'agressions militaires – déjà, l'annexion de la Crimée et le soutien au séparatisme du Donbass sont censés rappeler les actions d'Adolf Hitler en Autriche (Anschluss) et en Tchécoslovaquie (Sudètes).

Une autre approche, que nous allons privilégier, consiste à identifier le « fascisme » latent d'abord selon des critères plus classiques – le darwinisme social et éventuellement racial, l'anticommunisme radical, l'anti-égalitarisme et, bien sûr, l'autoritarisme et la xénophobie, attisée en Europe par la « crise des migrants », en Russie, par l'afflux de « *gastarbeiter* » des anciennes républiques soviétiques du Nord-Caucase et d'Asie centrale, peuplées de musulmans, ailleurs par des conflits à composante ethnique.

Cette démarche envisage donc à la fois les racines historiques et les expressions actuelles du nationalisme extrémiste. Dans l'inventaire des droites radicales, elle n'oublie pas l'intégrisme libéral, généralement épargné dans les dénonciations libérales (« de gauche » comprises) de « l'extrême droite » et des « populismes ». L'économiste et idéologue « libertarien » [12] Andréï Illarionov, pionnier des « réformes » des années 1990, ancien conseiller du président Poutine, rallié à l'opposition de l'« Autre Russie » (Garry Kasparov) assimile la Russie actuelle à l'Allemagne nazie avant 1939 – au seuil de la grande catastrophe. Cet ardent « antifasciste » admirait pourtant le « modèle chilien » à la Pinochet.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il importe de souligner les particularités du contexte post-soviétique, qui distingue l'ex-URSS de l'Europe, y compris centrale. J'en retiendrai trois :

- Le séisme du démantèlement de l'ancien système, de la dislocation de l'URSS, de la « thérapie de choc », de l'avènement du « Marché », de l'ouverture au monde, du renversement culturel, le tout en l'espace d'une dizaine d'années. Et comme l'a remarqué l'ancien et très activiste ambassadeur des États-Unis à Moscou, Michael Mac Faul, « la transition » en Russie était triple : système, régime, formation d'une nation indépendante.
- Le fait que la « fin de la guerre froide » en 1989-91 n'a pas été la « réconciliation Est-Ouest » tant vantée, mais la victoire d'un bloc politico-militaire sur l'autre et le triomphe d'une volonté hégémonique des États-Unis, exposée sans complexe par leurs stratèges. L'expansion à l'Est de l'OTAN et le déploiement d'un « bouclier anti-missiles » sont vécus en Russie comme une humiliation, voire un agenda de dislocation de la Fédération de Russie qu'illustre également son encerclement par des bases militaires américaines et par des régimes encouragés à l'hostilité envers Moscou.
- Des questions nationales et « identitaires » inédites se sont posées après la fin de l'URSS pour les différents peuples qu'elle avait rassemblés, et singulièrement pour les quinze États formés sur la base des quinze anciennes républiques « d'Union », candidates à devenir des « États-nations ». Or, pour la Fédération de Russie, multinationale (20 % de non-Russes, sans compter les nouveaux immigrants) et pluriconfessionnelle, le choix du type d'État à construire reste controversé. Comme l'observait Emil Pain, auteur de « *Liberalnaïa Missia* » [13], dans un remarquable tour de la question, ce pays « *n'est plus un empire, mais pas encore un État-nation* ».

[14] Aux adeptes libéraux de la nation « citoyenne » et du fédéralisme s'opposent les doctrines néo-impériales et ethno-nationales, portées notamment par les droites radicales du XX^e siècle.

1. Aux origines des droites radicales russes

1.1. Les Centuries noires

Une nouvelle radicalité impériale et ethnonationale en Russie s'est formée dans la crise du système tsariste, à l'aube du XX^e siècle, en réaction aux soulèvements paysans des années 1902-1907, à la révolution de 1905 et aux idées populistes (*narodniki*), anarchistes et marxistes. L'« Union du peuple russe », ses Cents (Centuries) Noir(e)s ont détourné les colères populaires, notamment en Ukraine et en Bessarabie, vers des pogroms anti-juifs, à l'instigation du pouvoir, en particulier du ministre de l'Intérieur Piotr Stolypine, célèbre par ailleurs pour ses réformes agraires libérales. La figure de Stolypine est devenue l'un des emblèmes de l'anticommunisme russe à la fin de l'ère soviétique : tant l'écrivain conservateur Alexandre Soljenitsyne que des idéologues libéraux et Vladimir Poutine ont vanté les mérites de ce « pionnier de la modernisation ». Ce qu'il fut assurément. L'opinion « nostalgique de l'ancienne Russie », de nos jours, pense que la Russie des années 1906-1913 était en plein essor et serait devenue l'une des premières puissances de la modernité s'il n'y avait eu la guerre et le bolchevisme, non sans le concours des « complots » allemand et judéo-maçonnique. [15] L'anti-révolution est l'un des traits de l'actuelle « droitisation » en Russie, et les « théories des complots » redeviennent à la mode. Le rôle des juifs dans les « destructions », tant de la révolution et du soviétisme que de la Perestroïka, est lourdement souligné par les actuels « antisionistes » et « anticosmopolites ». Cet antisémitisme est certes refoulé par le pouvoir poutinien, soucieux de bonnes relations avec l'*establishment* juif russe et avec Israël, devenu l'un des principaux pays étrangers russophones.

1.2. Un proto-fascisme : la première tentative de contre-révolution en août 1917

La révolution de 1917, entraînant l'irruption sur la scène politique des masses populaires, a radicalisé à la fois la poussée socialiste, ou anarchiste, et la réaction conservatrice. La contre-révolution qui s'esquissa au cours de l'été 1917, à l'instigation de cercles industriels et financiers, concocta un projet de régime de type corporatiste et la restauration de l'ordre agraire et industriel. C'est un aspect peu connu de l'épisode habituellement désigné sous l'appellation de « putsch Kornilov » et considéré comme un simple moment de la lutte d'influences entre le gouvernement provisoire libéral-travailliste (Kerenski), les militaires réactionnaires (Kornilov et autres) et la vague montante des soviets sous influence bolchevique.

L'historien Marc Ferro voit 'quelques similitudes avec les traits du modèle fasciste qui se constitue en Italie et bientôt en Allemagne à la même époque : réaction de défense contre la révolution sociale, rôle initiateur du grand capital, action des militaires et de l'Église, mise en cause de la lutte des classes, appel à la solidarité virile des combattants, recours à des groupes d'action spéciaux, dénonciation de la faiblesse du gouvernement, apparition d'hommes nouveaux, souvent anciens révolutionnaires ralliés à la défense nationale, culte du chef, noyautage de l'État, antisémitisme, utilisation de la violence contre les organisations démocratiques, sympathie et intervention active des gouvernements alliés'. (La révolution de 1917, p. 519) Les ambassades du Royaume-Uni et de France manifestent, en effet, leur intérêt pour l'opération de 'retour à l'ordre' (et au front de guerre) qui se dessine.

Trois candidats dictateurs étaient en lice : l'amiral Koltchak, le commandant en chef des armées Alexeïeff, et le général cosaque Kornilov. Celui-ci fut choisi, en vertu de ses états de service sur le front et dans la répression : dispersion par les armes des meetings aux armées, exécution des déserteurs et des pillards, il avait la cote parmi les officiers. La stratégie putschiste consistait à provoquer des troubles à Petrograd et à les attribuer aux Bolcheviks, afin d'y intervenir et d'écraser les soviets. C'est la résistance de ceux-ci, menés par les partisans de Lénine et Trotski qui tint en échec les putschistes, ouvrant la voie aux victoires électorales bolcheviques [16] et à l'insurrection d'Octobre.

1.3. La guerre civile

La guerre civile qui suivit, entre les « Rouges » sous direction bolchevique et leurs adversaires, donna lieu, au sein de la contre-révolution à la convergence des réactionnaires de tout bord. Il y avait par ailleurs des courants socialiste-révolutionnaire et social-démocrate (mencheviks), des rébellions paysannes « pour les soviets sans dictature du parti » et le mouvement anarchiste de Makhno en Ukraine, sans compter les interventions extérieures aux côtés de la contre-révolution. [17] La dictature anticommuniste de Koltchak, en Sibérie, fut une autre variante de proto-fascisme russe.

L'Armée des Volontaires – ses généraux Dénikine et Wrangel – voulait restaurer l'ancien régime, écraser les révolutionnaires identifiés aux juifs – d'où son rôle prépondérant, avec les « petliouristes » ukrainiens, dans les pogroms de masse commis dans la guerre civile. [18]

Côté ukrainien, le mouvement inspiré par Simon Petlioura allait adhérer plus tard au « nationalisme intégral » propagé par l'UVO, organisation militaire ukrainienne (1920) puis par l'OUN, Organisation des nationalistes ukrainiens (1929). L'histoire de ce national-fascisme est spécifique, vu qu'il se confond avec une lutte indépendantiste contre la domination polonaise en Galicie-Volhynie et contre l'Ukraine soviétique.

En Ukraine actuelle, Simon Petlioura, Stepan Bandera, Roman Choukhevitch (l'OUN et son armée insurrectionnelle UPA) sont

officiellement « héroïsés ». En Russie, les principaux leaders blancs (Denikine, Alexieieff, Wrangel, Koltchak) sont également réhabilités, mais non ceux qui, plus tard, tels le général Vlassov et les généraux cosaques Krasnov, Kononov, Pavlov) collaborèrent avec les nazis. Mais une pression s'exerce pour reconnaître en eux de sincères résistants au communisme (ou stalinisme), désormais condamné par les institutions européennes au même titre que le nazisme, ce qui aide l'argumentaire des réhabilitations, tant en Russie qu'en Ukraine.

L'année du centenaire, 2017, montrera jusqu'où peut aller la victoire posthume de la contre-révolution ou, du moins, l'idée de la « réconciliation nationale », prospère dans les cercles du pouvoir et, partiellement, au sein de la hiérarchie orthodoxe et de la direction du KPRF de Ziouganov. Ce parti, le seul vraiment enraciné dans une base populaire, accomplit la prouesse de glorifier Octobre 1917 et de prôner l'entente avec l'Église orthodoxe. [19]

1.4. De l'antisoviétisme à la collaboration nazie

Des Russes blancs se réclament dès 1920 du fascisme en plein essor en Italie. Ils adopteront un peu plus tard la croix gammée et les idées d'Adolf Hitler. Mais la conscience de l'anachronisme des nostalgies tsaristes a gagné, dès la guerre civile, des milieux anticommunistes et néanmoins séduits par le bolchevisme : tel est le cas d'Oustrialov, qui voit « renaître la Russie » sous la poigne de Lénine, puis du courant « eurasien ». L'émigration russe, en Extrême-Orient, en Chine et en Europe voit naître plusieurs organisations fascistes et nazies. [20]

Un autre courant, les solidaristes du NTS [21], milite pour un État corporatiste de type mussolinien, excluant toute restauration tsariste et prévoyant même la sauvegarde d'« acquis sociaux » de 1917. Le NTS a fondé le journal « Grani », devenu l'un des principaux sites actuels d'opposition (grani.ru), repris par le magnat Boris Berezovski (mort en 2013) et partiellement financé par NED.

Un troisième courant, dit eurasien ou eurasiste, à l'inverse des précédents, bien qu'anticommuniste, soutient l'URSS en tant que réincarnation de l'Empire russe, dans une perspective réorientée vers l'Orient.

Des fascistes russes combattent dans les rangs franquistes en Espagne, opposés aux Brigades internationales envoyées par le Komintern. [22] L'aventure de Franco, et bientôt celle d'Hitler, éveillent de grands espoirs au sein des milieux d'émigrés ou de « dissidents de l'intérieur » en URSS, en Russie, en Ukraine et dans les régions turco-musulmanes où vont se former des unités locales de la Waffen SS. Lors de l'affrontement entre l'Allemagne et l'URSS, les deux premiers courants, fasciste et solidariste, s'engagent aux côtés des Allemands et de leurs nombreux alliés européens. Le troisième, eurasiste, ainsi qu'une partie de l'émigration blanche patriotique prend le parti de défendre l'URSS.

Fascistes et solidaristes entendent combattre contre l'URSS sur

le front de l'Est, mais dans le but de rétablir la Russie « une et indivisible », tandis que les autres nationalismes alliés à Hitler, tels les Ukrainiens de l'OUN, se battent pour leur propre État indépendant. [23] Les projets fascistes russe et ukrainien étaient incompatibles avec le projet nazi de *Lebensraum*, où les Slaves « rescapés » des massacres et des déportations n'avaient de place que comme esclaves ou auxiliaires. La « hiérarchie raciale » des nazis privilégiait certes des populations « inférieures » mais « germanisables » en pays baltes, en Ukraine et au Caucase. Le projet indépendantiste ukrainien fut encouragé par Alfred Rosenberg, afin d'isoler la Russie, mais ils sera anéanti par la politique des Hitler et Himmler et du « Reichkommissariat » d'Erich Koch, à savoir la colonisation et l'élimination des populations « encombrantes », traitant indistinctement juifs, tsiganes et slaves comme « Untermenschen ». [24] La ROA [25] de Vlassov n'est envoyée au front qu'en fin de guerre, tandis que la Division Waffen SS « Galitchina » [26] pourra œuvrer en Ukraine, en Slovaquie et en Slovénie. L'occupation, la collaboration, le judéocide et la propagande antisémite nazie laisseront des traces profondes au sein des populations.

1.5. La WACL et le « Bloc des nations antibolcheviques »

Lors de la défaite nazie, les armées collaborationnistes refluent vers l'Ouest sont partiellement livrées par les Alliés aux Soviétiques, qui les soumettent à de lourdes mesures répressives. Mais une autre partie des nazis de l'Est, ex-légionnaires et SS, collaborateurs et policiers sont « exfiltrés » vers les Amériques par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Vatican. Le réseau nazi Gehlen sera constitutif des nouveaux services secrets de la RFA.

Installés en Allemagne, au Canada et aux États-Unis, les rescapés de la collaboration serviront les objectifs de la guerre froide antisoviétique. Leurs organisations se reconstituent et se regroupent au sein de l'Assemblée mondiale anti-communiste (WACL) et du Bloc des nations anti-bolcheviques, cette fois au service du « Monde libre ». Cette extrême droite « recyclée » avec le soutien des services spéciaux occidentaux profitera de l'ouverture des frontières soviétiques, puis de la fin de l'URSS, pour exercer à nouveau une influence politique et médiatique au sein des nouveaux États indépendants, dont la Russie. À noter : les derniers congrès de la WACL se sont tenus en grande pompe à Budapest et Moscou en 1992 ! [27]

1.6. L'héritage stalinien

Le stalinisme n'est pas absent des « gènes » de la paranoïa xénophobe. Staline use de méthodes qui rappellent celles du colonialisme, de l'impérialisme et des fascismes : meurtres de masse, déportations de peuples, exploitation « esclavagiste » dans les camps du Goulag. Dans ces conditions, le régime exaspère la culture de violence et de haine dont les premières matrices étaient le tsarisme, la Première Guerre mondiale et la guerre civile. Le type d'homme que génère cette brutalisation est cynique et rompu à l'obéissance aveugle. Une forte dose de

chauvinisme s'y ajoute, à mesure que s'affirment à nouveau les volontés expansionnistes et dominatrices de la Russie-URSS, en Europe centrale, certes dans le contexte de la guerre froide et en réaction à l'hégémonisme anglo-américain, non moins expansif et violent. [28]

Les méthodes dites « stalinienne » ne sont donc pas une exclusivité soviétique. Ce qui l'est, en revanche, c'est le fossé creusé entre les idéaux proclamés (et encore crus et pratiqués par des millions de Soviétiques) et la réalité du régime pendant et après Staline. D'où l'espèce de schizoïdie sociale et de dédoublement de la personnalité qu'on a pu observer. (Cf. à ce propos les œuvres d'Alexandre Zinoviev). L'héritage stalinien, la mémoire de cette époque, néanmoins, n'est plus l'objet de dégoût et de rejet qu'il fut au temps de la Perestroïka. Les controverses sont de retour : il y a d'une part ceux (communistes et « patriotes ») qui comparent cette époque « d'édification, d'idéal » et de « Victoire » à celle d'après 1991, « de dégradation et d'autodénigrement », et d'autre part, ceux (démocrates et libéraux) qui estiment que la Russie restera « profondément malade » tant qu'elle n'aura pas « vidé l'abcès » et exprimé son « repentir » pour les crimes commis.

1.7. Le « parti russe » sous Léonid Brejnev

Des courants passésistes ou (et) néo-impériaux ont émergé dans les sphères dirigeantes et la culture ambiante des années Brejnev, entre 1968 et 1982. Ledit « parti russe » officieux, un courant au sein de la direction du PC soviétique depuis la fin des années 1960, et en contrepartie les courants autonomistes dans les PC de diverses républiques, ont préparé le terrain aux séparatismes qui, en Russie comme ailleurs, ont désagrégé l'Union à la fin des années 1980. C'était, sans doute, le tribut du pluralisme idéologique et de la nouvelle liberté d'expression promu par la *Glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev. Mais, contrairement aux idées reçues, ce sont surtout les élites russes qui ont multiplié, dans les années 1989-91, les initiatives menant à l'implosion de l'URSS. Outre ses motivations très « libérales », l'équipe Eltsine-Gaïdar était très « souverainiste » au sens d'égoïsme de l'ancienne-nouvelle classe dirigeante en recomposition, intéressée surtout par les privatisations et la captation de la rente pétrolière dont la Russie détenait les sources principales. [29]

2. Les droites radicales après la fin de l'URSS

2.1. La réactivation des (ethno)nationalismes

Dès la chute de l'URSS en 1991, des mouvements nationalistes et anticommunistes, jusque-là refoulés ou interdits, ont fait surface. « L'amitié des peuples » n'était plus à l'ordre du jour. Il était partout question de « renaissances nationales » et de « quêtes identitaires ». Boris Eltsine en appelait aux peuples de

l'Union : « *Prenez autant de souveraineté que vous le pouvez !* » Et de faire dissoudre l'URSS après le putsch manqué des conservateurs d'août 1991. L'appel d'Eltsine fut entendu. Même la Tchétchénie l'a pris au mot, avant d'être la cible d'une reconquête massacrate fin 1994, recommencée en 1999 sur ordre d'Eltsine, et parachevée par Poutine et son fidèle Kadyrov !

Mais une frange des nationalistes s'est rapprochée des communistes dans la révolte commune face à l'effondrement du pays et à son pillage par les « oligarques ». Des démocrates déçus ont rejoint la résistance. Lors de la crise constitutionnelle en septembre-octobre 1993, ponctuée par la dissolution des soviets et le bombardement du parlement, les milices néonazies d'Alexandre Barkachov ont rejoint les députés démocrates, communistes et nationalistes dressés contre la « dictature » du président Boris Eltsine. [30] Avec le temps, et la terrible dégradation sociale des années 1990 en Russie, une nouvelle génération « fascisante » est apparue : groupes de skinheads se réclamant du nazisme et se livrant plus tard (années 2000) à des crimes racistes à répétition, contre des Caucasiens et des étudiants africains, et s'organisant en mouvements « contre l'immigration illégale ». La masse de manœuvre de ces groupements est formée de jeunes désœuvrés... ou de commerçants en rivalité avec les Asiatiques et les Caucasiens pour le contrôle de certains secteurs du marché de la distribution.

L'un des porte-voix officiels les plus radicaux de l'ethnonationalisme (rencontré à la Marche de 2006) était Dmitri Rogozine, ex-ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, nommé en 2011 vice-président du gouvernement. [31]

2.2. Intégrisme de Marché et « pinochetisme »

Le néolibéralisme, inspirateur des « réformes » du capitalisme de choc, génère un renouveau du darwinisme social et une tendance au « pinochetisme » (modèle libéral chilien) que promeut notamment l'économiste Andreï Illarionov. Une variante excentrique (et passablement folklorique) de ce libéral-fascisme, mais de tendance néo-impériale, est constituée par les libéraux-démocrates ultranationalistes de Vladimir Jirinovski. Mais plus sérieusement, on notera l'expression « Empire libéral » popularisée par Anatoli Tchoubaï, grand ordonnateur des privatisations favorables à l'oligarchie des années 1990 et figure de proue de l'« Union des forces de droite ». L'intégrisme libéral et son désastre social ont formé un terreau favorable aux réactions de désespoir et à la recherche de boucs émissaires à la situation catastrophique dans laquelle se trouva le pays à la fin des années 1990. C'est d'autant plus vrai dans les régions les plus sinistrées : bassins miniers, Nord-Caucase, où la très grande majorité des jeunes sont à l'abandon. En Asie centrale, dès la fin des années 1980, la dégradation des conditions de vie, les questions de l'eau et de la terre ont été à la base de conflits qualifiés d'« inter-ethniques ». La question sociale est « ethnicisée ». Ce sera le cas avec les nouveaux « *gastarbeiter* » livrés à la surexploitation.

2.3. L'opposition « nationale-communiste » ou patriotique

D'autre part, en réaction au libéralisme et à la colonisation occidentale (« *westernisation* »), les mouvements néo-nationalistes se partagent en courants étatistes (défense des souverainetés d'État) ou « nationaux-patriotes » regroupés d'abord autour du Parti communiste de la Fédération de Russie de Guennadi Ziouganov. Une frange de l'opposition « antiglobaliste » (ou antimondialiste) adhère à cette idée « souverainiste », tandis qu'une autre fraie avec les opposants libéraux à la politique de Vladimir Poutine. On retrouve en Russie des « campismes » analogues à ceux que l'on rencontre dans le reste de l'Europe et au sein des gauches occidentales : « camp » euro-atlantiste, libéral ou « de gauche » rallié à la stratégie occidentale d'ingérence « au profit de la démocratie » versus « camp » souverainiste et donc pro-Poutine, du moins en tant que garant de l'indépendance nationale et champion de la contestation du leadership de Washington.

Une gauche patriotique et internationaliste (qui n'entre pas dans notre propos) s'organise également, autour du mouvement de Sergueï Kourguinian « Sut' Vremeni » (Esprit du Temps), « contre le Kremlin, contre l'orange », [32] adepte (distinct du PC) d'un « deuxième » projet soviétique (URSS.2).

2.4. Les nationaux-bolcheviks

Un autre courant antilibéral se définit comme « national-bolchevik ». Il mélange les thèmes nationalistes et d'extrême gauche, le goût de l'action directe et le style de provocation à la « black blok ». Il a recruté dans le milieu jeune des « rockers *metallisty* » (hard) et sous l'influence de son leader charismatique Édouard Limonov, d'abord connu comme écrivain « outsider » de nouvelle génération, porté à un érotisme débridé et posant sur le monde un regard totalement désenchanté.

Les adeptes de Limonov, qui a subi de longues années d'emprisonnement, se sont alternativement alliés à d'autres nationalistes, aux eurasistes, aux libéraux et à l'extrême gauche. Plutôt qu'un mouvement politique cohérent, on peut y voir une culture de la révolte et de la protestation, qui s'incarne également dans un nouveau courant littéraire, peu connu en Occident mais très populaire au sein des nouvelles générations. En témoigne l'écrivain Zakhar Prilepine dans ses chroniques. (« Je viens de Russie », éd. de la Différence, 2007) Plongée dans l'ambiance d'une « jeune Russie » en proie à l'ivresse du désespoir, très dépayçant pour les eurocentristes !

2.5. Les néoeurasistes selon Alexandre Douguine

De « l'eurasianisme » ou eurasisme, des définitions très floues sont données. Mais, dans le cas de son principal idéologue, Alexandre Douguine, quelques grandes lignes sont claires. « Néo » eurasisme, de fait, car distinct des courants antérieurs que l'on

a qualifié d'« eurasiens ».

On peut y voir trois dimensions :

- la première : une philosophie antimoderne, dès lors antioccidentale, qui emprunte pourtant beaucoup aux penseurs européens, de Nietzsche à Heidegger et Lévi-Strauss, en passant par Spengler et Carl Schmitt, le national-bolchevik allemand Ernst Niekisch et la « gauche nationale-socialiste » d'Otto Strasser, opposant à Hitler, sans oublier le premier eurasisme russe des années 1920-1940. Le projet qui en découle, pour peu qu'il soit lisible dans ce maquis de références, est celui d'un « conservatisme révolutionnaire » tournant le dos à la modernité et à la globalisation capitaliste.
- la deuxième dimension est géopolitique : contre l'atlantisme (la puissance maritime et son libéralisme « totalitaire ») il s'agit de former un bloc (terrestre eurasien, supranational et pluraliste) de peuples et de religions sauvegardant avant tout leurs traditions. La Russie (ou le monde slave oriental) formerait le noyau actif de cette refonte de civilisation, à laquelle est également conviée l'Europe. En résumé : « *Conservateurs de tous pays, unissez-vous !* ». Mais que « conserver » au juste ? Les réponses sont confuses.
- la troisième dimension est une stratégie politique orientée vers la confrontation armée, la Russie ayant à se défendre contre ses ennemis. Le bellicisme des auteurs néoeurasistes est assumé sans complexe : la Russie, et l'humanité en général, ont « toujours vécu en guerre ». On frôle l'exaltation apocalyptique du grand suicide collectif. [33]

Propos d'étape

La rumeur s'est répandue selon laquelle Vladimir Poutine serait inspiré par les théories de Douguine. Il se peut qu'avec d'autres philosophes conservateurs russes du XIX^e siècle, les livres de Douguine aident le président russe à meubler ses longues soirées d'hiver. Mais l'idéologue est lui-même sceptique : à ses yeux, Poutine a le mérite d'être souverainiste, voire nationaliste, mais il reste un libéral tourné vers l'Occident. On voit mal l'oligarchie russe et son leader tourner le dos au règne du Veau d'or et à la « modernisation de rattrapage » à laquelle est contrainte la Russie, fût-ce comme périphérie prisonnière de sa malédiction pétrogazière. L'Union eurasiatique mise en chantier par Poutine n'est pas non plus le décalque du projet néoeurasiste. Il n'y a pas d'alternative de modèle social ou « civilisationnel » visible. Qu'elle soit libérale ou nationaliste, la future Russie devra apparemment marcher sur les traces de « l'ordre global » qui nous est commun, de la croissance, du consumérisme et du saccage de la biosphère !

Cette perspective n'exclut pas, aux yeux d'analystes libéraux, une évolution interne vers le fascisme. C'est l'avis d'un éminent économiste, Viatcheslav Inozemtsev s'exprimant dans un grand

media ukrainien. Le directeur du *Centre de recherche sur la société post-industrielle* estime que « l'État corporatif » dont rêve l'oligarchie se met déjà en place, mais refuse l'assimilation du chef d'État russe à Adolf Hitler : « *Poutine est le Duce, pas le Führer* ». Précédemment, le même auteur avait brossé, dans *Le Monde diplomatique*, un tableau inquiétant de la « société sans citoyens », combinant libertés individuelles, régime autoritaire et apolitisme de masse. [34] Le stratège américain du « rollback », Zbigniew Brzezinski, a également comparé le régime poutinien au fascisme mussolinien. [35]

Ce point de vue est désormais largement répandu parmi des intellectuels moscovites qu'on ne peut qualifier de « radicaux ». La peur du régime quant à une subversion « à l'ukrainienne » l'a amené à renforcer tous les dispositifs policiers, sécuritaires et d'encadrement social à sa portée. Les risques sont pourtant faibles, vu l'isolement social des oppositions, sauf éventualité d'une brusque dégradation du niveau de vie. Mais le « populisme gouvernemental » de Poutine, selon la sociologue française, enseignante en Russie, Carine Clément, lui assure le soutien massif d'une population saisie par « *une peur panique de la déstabilisation et du chaos* ». [36] Soucieux de la cohésion nationale, Poutine mise également sur l'influence et l'entente entre religions, orthodoxie d'abord – mais aussi islam, judaïsme, bouddhisme.

Le durcissement russe ne mène pas obligatoirement à l'affrontement avec l'Ouest, surtout au cas où le nouveau président américain Donald Trump renoncerait à l'interventionnisme néoconservateur et où des gouvernements « souverainistes » en Europe mettraient fin à la politique « antirusse » de subversion et de sanctions. Ce n'est certes qu'une fragile hypothèse.

On peut rappeler que, lors de son premier mandat, et au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine s'était largement solidarisé des États-Unis et montré ouvert à une nouvelle libéralisation. Il fut repoussé, tandis que l'OTAN s'étendait à l'Est. Entre 2003-2004 (affaire Youkos [37], révolution des roses en Géorgie et « orange » en Ukraine) et son

fameux discours de Munich en 2007, s'est opéré un [tournant majeur de la diplomatie russe](#). Ainsi naquit le projet poutinien d'un monde « multipolaire » qui lui valut tant d'inimitiés à l'Ouest et la course de vitesse, en Ukraine, entre le plan russe d'union douanière et l'accord d'association avec l'Union européenne, qui l'emporta grâce au renversement du président Ianoukovitch, qui avait hésité entre les deux. Sa non-signature de l'engagement européen fut le déclencheur des mobilisations de Maïdan. La bataille de Syrie commençait déjà, le Kremlin étant soucieux de regagner au Moyen-Orient des positions d'influence, alors qu'on lui en disputait dans sa propre « basse-cour ». Il était déjà alerté, par les « révolutions arabes », du danger de contagion islamiste à ses frontières sud-orientales [38] et au cœur de la Russie, sur les rives de la Volga. [39]

Le renversement en Ukraine – de régime, d'appartenance géopolitique et culturelle [40] –, l'arrachement au « monde russe » (formule de Poutine) du « berceau de toutes les Russies » [41], sont un nouveau séisme dont les futures répliques restent incalculables. Les Occidentaux, dont les interventions ont été flagrantes dans ce tournant historique, se tromperaient à ne voir dans le « conflit gelé » au Donbass et en Crimée qu'une simple question de frontières et de territoires négociable dans un quelconque marchandage. Un « Rubicon » a été franchi, une dérive a cours qu'aucune force politique, nul mouvement « antiguerre » ne paraît en mesure d'endiguer. En Russie, comme en Ukraine et ailleurs, s'installe une sorte de résignation à l'inévitabilité de la guerre, qui n'était pourtant pas le souhait des majorités, loin de là !

Si le néo- Eurasisme ou d'autres radicalismes (nationalistes, islamistes, « retours de Syrie ») peuvent jouer les utilités, ce serait comme ferments de guerre et de terrorisme dans le nouveau chaos mondial et moyen-oriental, étendu aux pays musulmans d'Asie centrale ex-soviétique et de la Fédération de Russie, en même temps qu'à ses frontières occidentales et en Ukraine. Les poudrières sont là, et les boute-feux sont aux aguets.

Si les pays concernés semblent se préparer au pire, on n'a pas l'impression que les opinions européennes soient vraiment conscientes de la montée des périls.

Notes

[1] « Cinquième colonne » : terme officieux pour désigner les médias et ONG d'opposition obligés de se déclarer « agents de l'étranger » lorsqu'ils sont financés par les fondations américaines. On parle aussi de « sixième colonne » pour dénoncer les « subversifs » qui seraient infiltrés au cœur du Kremlin.

[2] Cf. Jean-Marie Chauvier in *Le Monde diplomatique*, février 2007.

[3] En dehors de la ceinture de boulevards « Sadovoïe Koltso ».

[4] Encore célébrée par les communistes et divers groupes de la gauche non nationaliste.

[5] J.-M. Chauvier « Meurtres politiques et racistes en Russie », blogs du *Monde diplomatique*, 9 février 2009

[6] Pour autant que ces auteurs ne soient pas trop liés aux « puissants ». Certains crimes politiques ont été imputés au pouvoir tchétchène. Le leader libéral Boris Nemtsov a été assassiné en février 2015 et le soupçon pèse sur le Kremlin.

[7] « Radio Svoboda », radio en langue russe du groupe « Free Europe », basé à Prague, fondé par la CIA et financé par le Congrès des États-Unis. Cette radio semble à nouveau très écoutée (et son site internet très visité) depuis que d'autres voix russes d'opposition se sont tuées et que la plus connue, « Ekho Moskv », partiellement reprise par Gazprom, a dû modérer le ton. Les contestations s'expriment largement sur internet.

[8] Alexei Navalny aurait été financé par la fondation réaganienne NED (National Endowment for Democracy). Il a été exclu du parti libéral Yabloko en raison de ses liens avec l'extrême-droite. Victime de plusieurs mesures répressives, libéré en mars 2015 mais interdit d'activités publiques, son score aux municipales de Moscou en 2013 (plus de 30% des voix exprimées) en a fait l'opposant à Poutine le plus populaire.

[9] Jean-Marie Chauvier « Fascisme en Ukraine : une invention russe ? », *Études marxistes*, n° 116, Bruxelles.

[10] « Maidan »= la Place (de l'Indépendance) à Kiev où ont eu lieu les manifestations qui ont abouti à la prise de pouvoir des forces pro-occidentales et nationalistes hostiles au président Yanoukovitch et à la Russie, et soutenues par les États-Unis et l'Union Européenne.

[11] Rapporté par le journal en ligne officieux « Ekspert » et la radio d'opposition « Ekho Moskv ».

[12] Membre de l'Institut CATO (États-Unis).

[13] « Mission libérale ». Principal centre d'études libérales à Moscou, où se retrouvent nombre d'intellectuels en vue des années Gorbatchev-Eltsine et d'anciens dissidents soviétiques.

[14] [« Миссия либералов в России : основные направления деятельности », *Эксперт*, 2003.](#)

[15] Le thème de « Lénine, agent allemand » revient à la mode, avec la circonstance aggravante qu'on a découvert une ascendance juive au chef de la révolution.

[16] Au sein des soviets et des municipales de Moscou et Petrograd.

[17] Voir Jean-Jacques Marie, *La guerre civile russe . 1917-1922*, Éd. Autrement, 2005.

[18] [« Ленин и германские деньги », *Эксперт*, 2007.](#)

[19] KPRF. Parti Communiste de la Fédération de Russie. (Коммунистическая партия Российской Федерации)

[20] [« Коммунисты в России \(1920- 1945\) », *Эксперт*, 2002.](#)

[21] NTS. Union Nationale des Travailleurs et des Solidaristes russes. (Национально-трудовой союз (НТС))

[22] KOMINTERN. Internationale Communiste.

[23] Alexander Dallin, *La Russie sous la botte nazie*, Fayard, 1970.

- [24] Très éclairant à propos de ce « front de l'Est » et des divergences entre dirigeants nazis : Alfred Rosenberg « Journal 1934-1944 », Flammarion, 2015.
- [25] ROA. Armée de libération russe (ralliée à l'Allemagne).
- [26] Galicie, région ex-polonaise et bastion du nationalisme en Ukraine occidentale.
- [27] Général Robert Close « Gauche ! Droite ! » ed.Ligne claire, 1996.
- [28] Pour rappel : Hiroshima et Nagasaki, l'écrasement de la résistance grecque par les troupes britanniques, l'expulsion des communistes de plusieurs gouvernements occidentaux, le Plan Marshall...et par ailleurs les coups d'état et dictatures en Amérique latine.
- [29] Cf. J.-M. Chauvier, « [Qui a tué l'URSS, qui est responsable et de quoi est-elle morte ?](#) ».
- [30] Voir « [Octobre noir 1993 : l'analyse de Jean-Marie Chauvier](#) », colloque Paris-Moscou 2013 .
- [31] « [L'URSS, le monde et la Russie](#) ». □« [L'URSS, le monde et la Russie](#) », 2006
- [32] référence à la « révolution orange » en Ukraine, qui faillit submerger Moscou en 2012.
- [33] Alexandre Douguine « La Quatrième théorie politique. La Russie et les idées politiques du XXI^e siècle », Ars magna, ed. 2012.
- [34] v. « Le Monde diplomatique », octobre 2010.
- [35] Zbigniew Brzezinski « Poutine », revue *Commentaire*, été 2008.
- [36] Cf. [La vie des idées](#), 19 octobre 2015.
- [37] Lorsque le patron du puissant groupe pétrolier « Youkos », Mikhaïl Khodorkovski, également oppositionnel charismatique, négociait l'entrée massive de capitaux américains dans les pétroles sibériens, sans l'accord du Kremlin.
- [38] Nord-Caucase russe et Asie centrale ex-soviétique.
- [39] La Volga (*Itil* en arabe) coule dans le monde islamique russe « de souche » (présent en ces lieux au même moment que le christianisme sur les rives du Dniepr, au IX^e siècle) notamment dans l'importante république du Tatarstan, capitale Kazan.
- [40] Le premier ministre promu par « Maïdan », Arseni Yatseniouk, très anti-russe, a qualifié l'accord avec l'Union européenne de « choix de civilisation ».
- [41] À savoir la « Rus' » (Russie ou Ruthénie) des IX^e –XIII^e siècles, considérée par les nationalistes ukrainiens comme « premier état ukrainien » et non « russe » au sens actuel.